EDITORIAL

25 ans de coopération

Ch. Bonnier

Les notions de coopération, d'aide au développement, au sens où elles sont aujourd'hui comprises dans nos pays, ces notions sont relativement récentes. Pour nous, européens, elles sont apparues claires, progressivement, au cours de ces 20-25 dernières années, associées notamment à l'indépendance naissante de la plupart des nations africaines.

Tout au long de ce quart de siècle, beaucoup d'actions ont été réalisées, dans toutes sortes de domaines, beaucoup d'argent a été dépensé, plus ou moins bien, de nombreux débats variés, publics ou privés, ont été organisés pour aboutir à des conclusions parfois bien contradictoires.

Sur le terrain, des projets ont été heureusement réussis — et pas toujours les plus grandioses et les plus coûteux — tandis que d'autres ont lamentablement échoué. Il s'en suit, bien évidemment, que des esprits chagrins critiquent facilement ce qui a été fait, s'étonnent des résultats limités et sont prêts à préconiser l'abstention. Et c'est vrai qu'il y a des points noirs, et tous ceux d'entre nous qui s'intéressent au problème pourraient en citer. Et ils ne sont pas dûs seulement à des circonstances ou des situations locales; ni au laisser-aller et à la corruption, si souvent évoqués pour justifier les échecs. Malgré ces aspects négatifs que nous connaissons, et dans bien des cas, à cause de ceux-ci, on peut estimer, je crois, que tout ce qui a été fait, au cours des 25 ans écoulés, a néanmoins une grande signification.

Une conclusion très importante doit être tirée, un enseignement capital se dégage très clairement: nous savons enfin, aujourd'hui, en quoi doit consister le commencement du développement.

Les expériences de ces 20 dernières années, heureuses et malheureuses, l'observation de certaines réussites, nous permettent de tirer quand même la conclusion suivante, certaine et définitive: il n'y a pas de développement possible si on ne commence par le commencement, c'est-à-dire, dans l'ordre des priorités:

- nourrir
- soigner
- instruire

Peut-être, à certains, cela paraît-il simpliste aujourd'hui!

Mais il a fallu tout ce temps, tous ces échecs, tous les drames vécus pour que cela devienne une conviction!

Je trouve cette conclusion capitale et je voudrais, brièvement, m'en expliquer.

Sans aucune exception, toutes les nations en développement qui, au départ, « fortes » de leurs richesses minérales par exemple (pétrole, minerais, etc...), ont négligé l'agriculture, confiantes dans leurs ressources pour payer la nourriture importée, toutes ces nations ont fait fausse route et regrettent amèrement de ne pas avoir considéré, dès l'origine, l'agriculture comme la priorité des priorités. Nous le savons maintenant: c'est une nécessité absolue des points de vue économique, social et moral. Priorité qui consiste dans le développement et l'amélioration, en premier lieu et avant tout, de l'agriculture de subsistance, suivie de la culture, au profit exclusif du paysan, de certaines plantes industrielles. En garantissant aux cultivateurs des prix qui leur donnent satisfaction. Avec aussi ce qu'il faut de grandes cultures intensives du type que nous connaissons chez nous, pour le ravitaillement des grands centres.

Soigner aussi, disons-nous.

Il est clair que le fait de copier la médecine des pays développés peut apporter certaines satisfactions d'amour-propre et de sécurité à une minorité privilégiée.

Au double point de vue précité (nourrir et soigner), en plus de toutes les constatations qui ont été faites partout, l'exemple de la Chine est particulièrement éloquent et significatif.

Nourrir d'abord, soigner en parant au plus pressé, constituent des actions déterminantes de développement, qui ont apporté à un milliard d'êtres humains le minimum absolument indispensable, condition *sine qua non* de la poursuite et de l'épanouissement du développement.

Pour ce qui est de soigner, l'énorme efficacité des "médecins aux pieds nus" a été démontrée, qui pourrait, en Afrique notamment, éliminer rapidement les grands fléaux, en vaccinant tous les enfants et, en répandant les notions d'hygiène élémentaire, maîtriser ainsi les maladies liées à l'eau. Cela assurerait, au point de vue quantitatif, sans doute les deux tiers si pas les trois quarts des besoins primordiaux.

Il a fallu du temps pour que ces constatations, ces évidences d'aujourd'hui, deviennent des convictions.

Par ailleurs, en m'exprimant de la sorte, je vais me voir reprocher par certains, maintenant encore, de promouvoir un développement au rabais, de vouloir maintenir volontairement en état d'infériorité les nations en développement. Il ne s'agit pas de cela ! Est-il nécessaire de le rappeler ? Il faut aussi instruire, avons-nous dit, c'est-à-dire hisser jusqu'au plus haut niveau d'enseignement et de recherches universitaires, ceux qui en sont capables.

Cela ne veut pas dire non plus que, là où les richesses minérales abondent, il faille négliger le développement industriel. Bien au contraire. Mais tout doit se faire dans l'ordre, avec le souci de bien distinguer ce qui est essentiel; en commençant, si on veut réussir, par répondre aux besoins vitaux de l'homme. Il n'y a pas d'autre solution. Tout ce qui a été entrepris autrement a lamentablement échoué.

Les exemples abondent.

Dans nos universités, il importe d'adapter nos travaux à cette réalité en ne négligeant pas, par exemple, ce qu'on appelle aujourd'hui les "technologies appropriées". Une telle attitude ne pourra d'ailleurs que renforcer chez nous la modestie, qui n'est sans doute pas la plus remarquable des qualités universitaires.

Dans notre pays, la création récente de l'AGRIPROM devrait aider de manière décisive à des réalisations de valeur, s'inspirant des besoins humains essentiels. Sur la voie si efficacement tracée, depuis longtemps déjà, par le FOMETRO.

Ch. BONNIER

Belge - Ingénieur agronome (F.S.A.Gx.)
Professeur à la chaire de microbiologie
Prorecteur
de la Faculté des Sciences Agronomiques
de Gembloux
avenue Maréchal Juin, 27, B-5800 Gembloux